



La Brigade anti-sardinard (BAS) prépare une manifestation ce samedi à Genève pour demander le départ de Paul Biya de l'Hôtel Intercontinental, apprend-on.

Le président Paul Biya pourrait être obligé d'écourter son voyage à Genève. Ses opposants annoncent une manifestation samedi prochain devant son palace à l'Hôtel Intercontinental, à deux pas du palais des Nations.

Après le sommet de Paris sur le nouveau pacte financier mondial, le chef de l'Etat camerounais n'est pas rentré au bercail, accompagné de son épouse, Chantal Biya, il a préféré faire escale à Genève en Suisse pour un court séjour privé.

«La diaspora camerounaise opposée au gouvernement pense savoir que le président africain est de retour dans son établissement favori de la Rive droite après un passage par Paris. Âgé de 91 ans, Paul Biya profiterait de son séjour genevois pour effectuer des contrôles médicaux. En réponse, l'opposition organise une manifestation samedi 1^{er} juillet 2023 à la place des Nations pour exiger «la libération des prisonniers politiques», lit-on dans la Tribune de Genève.

Tensions et condamnations

Des rassemblements similaires ont été nombreux ces dernières années. Et souvent

mouvementés. Il y a quatre ans, à la fin du mois de juin 2019, lors d'un précédent séjour du président camerounais, anti et pro-Biya s'étaient affrontés dans la rue. Un journaliste de la RTS avait été molesté et dépouillé par la garde rapprochée du président camerounais.

Une action qui a valu à six agents d'être condamnés pour contrainte, appropriation illégitime et dommages à la propriété. À l'époque, le Ministère public avait estimé que la délégation camerounaise se comportait à l'Hôtel Intercontinental et dans ses environs comme «un État dans l'État».

Deux ans après, en 2021, des activistes étaient cette fois entrés dans le hall du cinq-étoiles genevois à la recherche du président et de son entourage. Une action qui leur avait valu des condamnations pour violation de domicile. La police avait fait usage de gaz lacrymogène pour disperser les manifestants.

Une enquête du site d'investigation Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) publiée en 2018, a estimé que trente-cinq années de déplacements à Genève avaient coûté aux alentours de 65 millions de dollars à l'État Africain, classé 142e pays le plus corrompu du monde sur 180 par l'ONG Transparency International. Une estimation «basse», qui n'inclut pas les frais de déplacement en avion privé, note la Tribune de Genève.
